

Chronologies

Chypre: 1^{er} avril – 15 octobre 2009

8 avril: Selon une enquête d'opinion du Centre d'études politiques européennes de Bruxelles 56% des Chypriotes grecs et 61 % des Chypriotes turcs sont pessimistes sur l'issue des négociations directes entre les chefs des deux communautés. 80% des Chypriotes grecs veulent un Etat unifié avec un gouvernement central et 71% des Chypriotes turcs sont en faveur de deux Etats séparés et reconnus internationalement.

19 avril: En zone occupée les nationalistes du parti de l'unité nationale (UPB) ont remporté avec 44% des voix et 26 sièges sur 50 les élections législatives anticipées. Le Parti républicain turc (CTP/centre-gauche, au pouvoir) n'obtient que 29% des voix. Le chef de l'UPB Dervis Eroglu, bien qu'hostile à la réunification de l'île a tenu à assurer que les négociations visant à trouver un règlement à Chypre seraient poursuivies.

28 avril: Dans sa décision *Orams*, la Cour de Justice des Communautés Européennes a admis que les juridictions chypriotes de la zone libre avaient le droit d'intervenir pour faire respecter le droit de propriété des Chypriotes grecs pour leurs biens situés en zone occupée et que les décisions de ces juridictions soient applicables dans tous les Etats de l'UE.

4 mai: Le rapport de printemps de la Commission de Bruxelles prévoit que Chypre sera le seul pays de l'Union européenne à connaître en 2009 une expansion de son économie de l'ordre de 0,3%.

7 juin: Elections européennes. Abstention de 41,6% (28,56% en 2004). Disy (droite) arrive en tête (35,65%, 2 sièges) devant le parti communiste Akel (34,9%, 2 sièges), le Diko (12,28%, 1 siège) et l'Edek (9,85%, 1 siège) et l'Euroko (4,12%, 0 siège).

24-25 juin: Visite à Chypre de José Manuel Barroso venu s'assurer du soutien du président Christofias pour sa nomination à la présidence de la nouvelle Commission européenne.

26 juin: Au cours de leur 34^{ème} entretien en tête à tête Dimitri Christofias et Mehmet Ali Talat ont décidé l'ouverture à Limnitis d'un septième point de passage entre la zone libre et la zone occupée de Chypre.

30 juin: huit nouveaux cas de victimes de la grippe H1 N1, qui s'ajoutent à deux premiers cas observés le 30 mai et le 19 juin.

25 juillet: Murat Hakki est le second avocat chypriote turc à avoir obtenu depuis 1974 son admission au Barreau de la République de Chypre.

28 juillet: Une Chypriote grecque a été indemnisée à hauteur de 1,75 million d'euros pour avoir été dépossédée de ses propriétés situées en zone occupée, dans le nord de l'île, par la Cour européenne des droits de l'Homme. Andromaque Alexandrou avait porté plainte contre la Turquie pour avoir été privée de la jouissance de ses terrains situés dans le district de Kyrenia depuis l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974. En janvier 2009, les juges européens lui avaient donné raison, tout en réservant pour plus tard la question de l'indemnisation. Au total, la Cour européenne a déclaré recevables 36 plaintes contre la Turquie déposées par des Chypriotes grecs qui s'estimaient dépossédés de leurs biens dans le nord de l'île à la suite de l'invasion turque en 1974. Douze arrêts constatant la violation du droit à la propriété des requérants mais laissant en suspens la question de leur indemnisation ont déjà été rendus dans ces affaires.

Décision de la Haute Cour de Justice de Grande Bretagne refusant d'autoriser des vols directs depuis ce pays à destination de la zone occupée de Chypre. Chaque année 100 000 touristes britanniques se rendent en zone occupée mais sont obligés de transiter par la Turquie.

8 août: Découverte en zone occupée dans un puits à l'abandon des restes de 5 soldats chypriotes disparus et de quatorze autres Chypriotes; de nombreuses personnalités chypriotes demandent que la Turquie soit poursuivie pour crimes de guerre.

17 août: Iliana Nicolaou, Ombudswoman de la République de Chypre, accuse de passivité le gouvernement face aux violations des droits des homosexuels.

23 août: Chypre apporte son aide à la Grèce en matériel et en sapeurs pompiers, à la Grèce confrontée à de gigantesques incendies dans la région d'Athènes.

2 Septembre: Visite de travail à Paris du président Christofias.

11 septembre: début du second cycle de négociations directes entre Dimitri Christofias et Mehmet Ali Talat.

13 octobre: Le gouvernement chypriote et les dirigeants de l'entité chypriotes-turque ont tour à tour annoncé qu'elles renonçaient à leurs manoeuvres militaires respectives, dans un geste de bonne volonté vis-à-vis de négociations de réunification en cours sur l'île.

Grèce: 1^{er} avril – 15 octobre 2009

7 avril: Le Président Obama rencontre à Constantinople le Patriarche œcuménique et se prononce devant l'Assemblée nationale turque en faveur de la réouverture de l'Ecole théologique de Chalkis.

9 avril: Le Premier ministre Costas Caramanlis rencontre à Paris le président Sarkozy et inaugure au Petit Palais l'Exposition «Le Mont Athos et l'Empire byzantin, les trésors de la Sainte Montagne».

4 mai: Rejet par les députés de la motion de renvoi en justice de M. Aristote Pavlidis ancien ministre de la marine marchande et de l'Egée (Nouvelle démocratie), impliqué dans une affaire de corruption.

19 mai: La Belgique, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont restitué des antiquités à la Grèce au cours d'une cérémonie au Musée national d'Archéologie, en présence du ministre de la Culture, Antonis Samaras.

Décès du député (Syriza) Michel Papayiannakis et ancien correspondant du *Monde* en Grèce.

7 juin: Elections européennes. Abstention record de 47,37%. Victoire du *Pasok* avec 36,64% et 8 sièges devant la *Nouvelle Démocratie* (32,29%, 8 sièges), Parti communiste *KKE* (8,35%, 2 sièges), *Laos* (7,15%, 2 sièges), *Syriza* (4,7%, 1 siège), *Verts* (3,49%, 1 siège).

16 juin: Réduction à 9 mois du service militaire dans l'armée de terre.

19 juin: A l'initiative de la Grèce les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE prennent des décisions sur le dossier de l'immigration clandestine en Europe.

20 juin: Inauguration du nouveau musée de l'Acropole.

25 juin: Arrestation en Allemagne de Michalis Christoforakos, ex directeur général de Siemens-Hellas, impliqué dans l'affaire des pots-de-vin du groupe allemand en Grèce.

31 juillet: le ministre de la santé de Grèce décide la vaccination de tous les Grecs contre la grippe H1N1.

4 août: décès de Nicolas Makarezos membre de la junte militaire qui a gouverné la Grèce de 1967 à 1974.

23-27 août: Gigantesques incendies de forêt près d'Athènes: 20 000 hectares sont brûlés, 150 maisons sont détruites et un pilote grec se tue dans une opération anti-incendie à Céphalonie. La France, l'Italie, Chypre et l'Autriche fournissent à la Grèce une aide en matériel et en sapeurs-pompiers pour lutter contre les incendies.

2 septembre: Attentats à l'explosif attribués à *Lutte révolutionnaire* contre des bâtiments publics à Athènes et à Thessalonique.

Costas Caramanlis déclare qu'il va proposer au chef de l'Etat la dissolution de la Chambre des députés et la tenue d'élections anticipées le 4 octobre en invoquant la nécessité de prendre les décisions nécessaires pour surmonter la crise économique et financière.

10 septembre: L'ancien Premier ministre Costas Simitis en désaccord avec Georges Papandréou sur le choix d'une circonscription électorale renonce à se présenter aux élections législatives du 4 octobre.

15 septembre: Décès d'un étudiant français, première victime en Grèce de la grippe H1N1.

20 septembre: Le patriarche oecuménique de Constantinople, Batholomé Ier, chef spirituel de l'orthodoxie, a exprimé sa "tristesse" lors d'une visite à Istanbul dans un cimetière grégorien profané à plusieurs reprises, ont indiqué dimanche les journaux turcs. C'est en août et en septembre que quelque 90 tombes de membres de la communauté grecque ont été vandalisées dans le cimetière de Balikli, sur la rive européenne de la ville, rapportent Hürriyet et Haber Türk.

4 octobre: Victoire aux élections législatives anticipées du parti socialiste *Pasok*, qui obtient 160 députés avec 43,92% des suffrages exprimés. Défaite historique de la *Nouvelle Démocratie* (91 députés et 33,48%) qui provoque la démission de Costas Caramanlis de la présidence de ce parti. Le parti communiste *KKE* en recul obtient 21 députés et 7,54%. Le parti de la droite nationaliste *Laos* en progression, remporte 15 sièges et 5,63%. Le *Syriza* (extrême gauche) avec 13 députés et 4,60% est le 5^{ème} parti représenté au Parlement. Les écologistes avec 2,53% n'obtiennent aucun siège.

5 octobre: Georges Papandréou, le président du *Pasok* est nommé Premier ministre.

6 octobre: Prestation de serment du nouveau gouvernement:

Premier ministre: Georges Papandréou

Vice Premier ministre chargé de la coordination du conseil de politique étrangère et de défense et de la commission de politique économique et sociale Théodore Pangalos

Ministère de l'intérieur, de la décentralisation et de la gouvernance électronique
Ministre Yannis Ragoussis
Secrétaire d'Etat Dinos Rovlias
Secrétaire d'Etat siégeant à Thessalonique Théodora Tzakri

Ministère des finances
Ministre Georges Papaconstantinou
Secrétaire d'Etat Philippe Sachinidis

Ministère des affaires étrangères
Ministre Georges Papandréou
Ministre adjoint Dimitri Droutsas
Secrétaire d'Etat Spyros Kouvélis

Ministère de la défense
Ministre Evangelos Venizélos
Ministre adjoint Panos Béglitis

Ministère de l'économie, de la compétitivité et de la marine marchande
Ministre Mme Louka Katseli
Secrétaire d'Etat Stavros Arnaoutakis
Secrétaire d'Etat, siégeant à Thessalonique Markos Bolaris

Ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique
Ministre Mme Tina Birbili
Secrétaire d'Etat Yannis Maniatis
Secrétaire d'Etat Thanos Moraïtis

Ministère de l'éducation, de l'enseignement continu et des cultes
Ministre Mme Anna Diamantopoulou
Secrétaire d'Etat Evi Christophilopoulou
Secrétaire d'Etat Yannis Panaréto

Ministère des infrastructures, des transports et des réseaux

Ministre	Dimitri Reppas
Secrétaire d'Etat	Yannis Magriotis
Secrétaire d'Etat	Nikos Sifounakis

Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale

Ministre	Andréas Loverdos
Secrétaire d'Etat	Georges Koutroumanis

Ministère de la santé et de la solidarité nationale

Ministre	Mme Mariliza Xenogiannakopoulou
Secrétaire d'Etat	Mme Fofi Gennimata

Ministère du développement agricole et de l'alimentation

Ministre	Mme Katerina Batzeli
Secrétaire d'Etat	Michalis Karchimakis

Ministère de la justice, de la transparence et des droits de l'homme

Ministre	Haris Kastanidis
Secrétaire d'Etat	Apostolos Katsifaras

Ministère de la protection du citoyen

Ministre	Michalis Chrysochoïdis
Secrétaire d'Etat	Spyros Vougias

Ministère de la culture et du tourisme

Ministre	Pavlos Géroulanos
Secrétaire d'Etat	Mme Angeliki Gerekou

Ministère d'Etat auprès du Premier ministre

Haris Paboukis

*Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre et Porte parole
du gouvernement*

Georges Pétalotis

15 octobre: Les anciens ministres Dimitri Avramopoulos, Dora Bakoyiannis, Antonis Samaras et le Préfet de Thessalonique Panayiotis Psomiadis se portent candidats à la succession de Costas Caramanlis à la présidence de la *Nouvelle Démocratie*.